

# Conditions générales d'utilisation du site

Institut National de la Formation Continue (Institut des Décideurs Publics) — RCS Créteil 951 256 635 — 16 rue Maurice Roy, 94350 Villiers-sur-Marne — [contact@institut-decideurs-publics.fr](mailto:contact@institut-decideurs-publics.fr)

## Article 1 — Objet et identification

Les présentes conditions générales d'utilisation (CGU) définissent les modalités d'accès et d'utilisation du site <https://institut-decideurs-publics.fr/> (le « Site »), édité par l'Institut National de la Formation Continue, exerçant sous le nom Institut des Décideurs Publics (IDP). Directeur de la publication : Nassim BOUKARAOUN. Contact : [contact@institut-decideurs-publics.fr](mailto:contact@institut-decideurs-publics.fr).

## Article 2 — Accès au site

Le Site présente les activités, formations, ressources et coordonnées de l'IDP. Son accès est en principe libre et gratuit, hors coûts de connexion supportés par l'utilisateur. L'IDP peut suspendre temporairement l'accès pour maintenance, mise à jour ou raisons de sécurité, sans garantie de disponibilité permanente.

## Article 3 — Exactitude des informations

L'IDP veille à publier des informations compréhensibles et actualisées. Les contenus généraux du Site ne constituent ni un engagement contractuel définitif ni un conseil juridique individualisé. Les caractéristiques opposables d'une prestation sont précisées dans les documents contractuels et pédagogiques validés avant l'inscription. Les dispositifs de financement demeurent soumis aux règles applicables et aux décisions des financeurs.

## Article 4 — Propriété intellectuelle

Sauf indication contraire, les textes, éléments graphiques, supports, logos et contenus du Site sont protégés par le droit de la propriété intellectuelle. Toute reproduction, adaptation ou diffusion non autorisée est interdite, sous réserve des exceptions prévues par la loi. Les marques et contenus appartenant à des tiers restent leur propriété.

## Article 5 — Utilisation loyale et sécurité

L'utilisateur s'engage à ne pas porter atteinte au fonctionnement, à la sécurité ou à l'intégrité du Site, ni à utiliser les formulaires pour transmettre des contenus illicites, malveillants ou trompeurs. Il lui appartient de disposer d'un équipement et d'une connexion appropriés.

## Article 6 — Liens externes

Le Site peut proposer des liens vers des plateformes publiques, des partenaires ou des ressources tierces, notamment Mon Compte Élu. Ces sites sont soumis à leurs propres conditions d'utilisation et politiques de confidentialité. L'IDP ne maîtrise pas leurs contenus ou leur disponibilité.

## Article 7 — Données personnelles et cookies

Les données communiquées via les formulaires ou échanges sont traitées dans le respect de la réglementation applicable à la protection des données. Les finalités, bases légales, durées de conservation, destinataires, droits des personnes et coordonnées utiles doivent être détaillés dans une politique de confidentialité distincte, accessible sur le Site. Les cookies non essentiels, lorsqu'ils sont utilisés, sont soumis aux règles de consentement applicables.

## Article 8 — Accessibilité et signalements

Pour toute difficulté d'accès à une information ou pour signaler un dysfonctionnement, l'utilisateur peut écrire à [contact@institut-decideurs-publics.fr](mailto:contact@institut-decideurs-publics.fr). Les demandes relatives à l'accessibilité des formations font l'objet d'un examen spécifique.

**Article 9 — Responsabilité**

L'IDP s'efforce de préserver la sécurité et la fiabilité du Site, sans pouvoir garantir l'absence de toute interruption ou erreur. Sa responsabilité demeure régie par les dispositions légales applicables ; aucune clause ne saurait exclure une responsabilité qui ne peut légalement l'être.

**Article 10 — Modification et droit applicable**

L'IDP peut faire évoluer les présentes CGU. La version publiée sur le Site indique sa date de mise à jour. Les CGU sont régies par le droit français. Tout différend sera traité selon les règles de compétence juridictionnelle applicables, sans déroger aux droits impératifs des consommateurs.